

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

28 novembre 2012 | *Le Droit* | MONTRÉAL — *La Presse Canadienne*

# L'usage du français au travail essuie un léger recul

Après une forte progression de 1971 à 1989, l'usage du français au travail a connu un léger recul entre 1990 et 2010, alors que le bilinguisme dans le cadre du travail est en hausse.

Malgré tout, une série d'études rendues publiques hier par l'Office québécois de la langue française (OQLF) indiquent que c'est dans une proportion de 89 % que les Québécois utilisent majoritairement le français au travail, ce qui représente une progression de 7 % par rapport à 1971.

Il s'agit toutefois d'un recul de 2 % par rapport au sommet atteint en 1989.

Bien que l'OQLF n'ait pas de données objectives pour expliquer la progression du bilinguisme – 63 % des travailleurs québécois utilisent les deux langues au travail –, Louise Marchand estime qu'elle s'inscrit dans un contexte de mondialisation et d'échanges internationaux où l'anglais occupe une place importante.

« On a de plus en plus d'entreprises québécoises qui ouvrent des marchés à l'extérieur, et c'est excellent. On développe de l'expertise, on développe des contacts avec l'étranger, on exporte de plus en plus. On a de plus en plus d'entreprises qui viennent s'installer au Québec », a-t-elle dit.



La ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, s'est montrée préoccupée par le recul des 20 dernières années. Elle a d'ailleurs rappelé qu'elle a reçu de la première ministre Marois le mandat de moderniser la Charte et promis de présenter un projet en ce sens d'ici les Fêtes.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Radio-Canada en milieu minoritaire

## Pas une école de journalisme, dénonce la sénatrice Chaput

PHILIPPE ORFALI  
porfali@ledroit.com

Radio-Canada doit cesser de traiter les communautés francophones de l'extérieur du Québec comme des écoles de journalisme, dénonce une sénatrice libérale du Manitoba.

Maria Chaput demande au diffuseur public de faire davantage pour que les francophones qui vivent en milieu minoritaire se reconnaissent aux émissions d'information de Radio-Canada.

« Nous notons un manque de connaissances [...] du milieu dans lequel ces jeunes professionnels viennent travailler. »

et donnent cette dimension supplémentaire, la dimension culturelle, linguistique, identitaire qui est la nôtre. Parfois, nous notons un manque de connaissances subtiles ou essentielles du milieu dans lequel ces jeunes professionnels viennent travailler et se former à une carrière dite plus 'nationale'. »

Un cours spécial permettant de mieux connaître la société francophone en milieu minoritaire, son profil statistique et les organismes qui la composent

— la sénatrice Maria Chaput

« Les journalistes qui viennent travailler devant la caméra sont à 99 % de jeunes qui viennent (du Québec) pour apprendre leur métier, pour ensuite repartir vers d'autres cieux mieux payants », a estimé hier la sénatrice au cours des audiences du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) sur le renouvellement de la licence de Radio-Canada.

Trop souvent, les journalistes québécois parachutés au Manitoba ou ailleurs « ne connaissent rien à la réalité des francophones » en milieu minoritaire, dit-elle.

« Il est extrêmement important d'avoir accès à des professionnels qui connaissent le milieu, qui rapportent de façon appropriée les grands enjeux

s'impose pour les journalistes envoyés dans les stations franco-ontariennes, franco-manitobaines, acadiennes ou autre, croit la sénatrice libérale.

« Je souhaite simplement que ceux et celles qui viennent travailler dans nos régions aient un minimum de bagage de connaissances à notre sujet. »

Une partie du problème pourrait se situer du côté de la formation: le Canada compte seulement deux programmes universitaires de journalisme de langue française, le premier à l'Université du Québec à Montréal et le second offert en partenariat par l'Université d'Ottawa et La Cité collégiale.

Seul le programme offert à Ottawa compte une part substantielle d'étudiants non Québécois.

### » EN BREF

#### TROIS EMPLOYÉS DE LA CITÉ EN HAÏTI AVEC MICHAËLLE JEAN ET LE MAIRE LABEAUME

L'envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti, Michaëlle Jean, a entrepris hier une mission de sept jours dans ce pays, accompagnée du maire de Québec Régis Labeaume, et de trois employés de La Cité collégiale. Sylvie Beauvais, Alain Charpentier et Gilles Surprenant évalueront les besoins en formation des sapeurs-pompiers haïtiens, dans la foulée de l'état d'urgence décrété à la suite du passage de l'ouragan Sandy. Le sinistre a fait plus de 50 morts, de nombreux disparus et détruit des écoles, des récoltes, des routes et des ponts dans plusieurs régions du pays. « Les lacunes au niveau des dispositifs de protection civile, notamment des services d'incendies, suscitent de nombreuses préoccupations », a indiqué l'ancienne gouverneure générale du Canada par voie de communiqué. L'institution d'enseignement collégial offre plusieurs programmes en services d'urgence, dont un en service d'incendie. La Cité collégiale élaborera un plan d'action en partenariat avec des établissements d'enseignement en Haïti afin d'assurer la pérennité de la formation et le transfert des connaissances.



LeDroit



ARCHIVES, LeDroit

La sénatrice manitobaine Maria Chaput voudrait voir plus de journalistes chevronnés en milieu minoritaire.

### Résidences de la Gappe

#### Des professionnels dans le domaine des soins

BOULEVARD DE LA GAPPE  
BOULEVARD MALONEY  
RUE DE L'ÉPIQUE

## Résidences de la Gappe

- Personnel professionnel 24 heures
- Administration des médicaments
- Soins personnalisés
- Unités de soins pour mobilité réduite ou déficience cognitive
- Repas équilibrés et collations
- Programme de loisirs
- Répit ou convalescence disponibles

465, 485 et 495  
Boulevard de la Gappe  
Gatineau, QC  
**(819) 246-5050**  
[www.allseniorscare.com](http://www.allseniorscare.com)

f t in YouTube

**PORTES OUVERTES**

Venez-vous réchauffer lors de notre porte ouverte en dégustant les différents cafés du monde

**Jeu, le 29 novembre**  
entre 13h00 et 16h00

# JE HAIS L'HIVER

Alain Landry

## MAIS J'AI DES BEAUX MANTEAUX

**POINT ZERO**

# À 50% DE RABAIS

greg.landry

171, ST-RENÉ EST  
GATINEAU  
819.663.2455  
[www.greglandry.net](http://www.greglandry.net)

MODE POUR HOMMES

LEDROIT, LE MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012

Printed and distributed by NewspaperDirect  
[www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com) 1-877-336-5553  
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

**CONCOURS**

**100 ANS LeDroit**

**100 000 \$**



TOYOTA SEQUOIA 2013

**À GAGNER :**

UN GRAND PRIX DE **75 000 \$**

50 000 \$  
APPLICABLE CHEZ  
UN CONCESSIONNAIRE  
PARTICIPANT

25 000 \$  
EN ARGENT COMPTANT

25 000 \$ EN PRIX  
SECONDAIRES

DETAILED ET  
RÈGLEMENTS  
DISPONIBLES  
AUX BUREAUX  
DU QUOTIDIEN  
LEDROIT.

Sous la supervision  
de la firme  
Raymond Chebot  
Grant Thornton

**BULLETIN DE PARTICIPATION**

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

TEL. : \_\_\_\_\_

AUGMENTEZ VOS CHANCES DE GAGNER EN DÉPOSANT VOTRE  
BULLETIN DE PARTICIPATION CHEZ :



850, boul. Maloney O,  
Gatineau,  
819-568-0066

OU ENVOYEZ-LE PAR LA POSTE AUX BUREAUX DU QUOTIDIEN LEDROIT

## «Ça affecte les gens qui n'ont déjà rien» — professeur Tim Aubry

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT  
fpdufault@ledroit.com

Les municipalités de l'Ontario ne peuvent pas porter tout le fardeau des services sociaux pour les plus démunis pendant que le gouvernement provincial s'affaire à éliminer son déficit, exhorte un expert sur les enjeux de l'itinérance à Ottawa.

«L'avenir m'inquiète. Les choses s'en vont dans le mauvais sens», affirme au *Droit* le professeur Tim Aubry, titulaire de la Chaire de recherche en santé mentale communautaire et itinérance de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa.

Confronté à un déficit de 14,4 milliards\$, le gouvernement de Dalton McGuinty sabrera 7 millions\$ dans le financement des services sociaux dont la Ville d'Ottawa est prestataire, l'an prochain. L'administration municipale prévoit réaffecter une enveloppe de 4,5 millions\$ afin de pallier la perte de certaines de ces prestations.

**Les coupes du gouvernement provincial pourraient toucher jusqu'à 7000 résidents dans le besoin à Ottawa.**

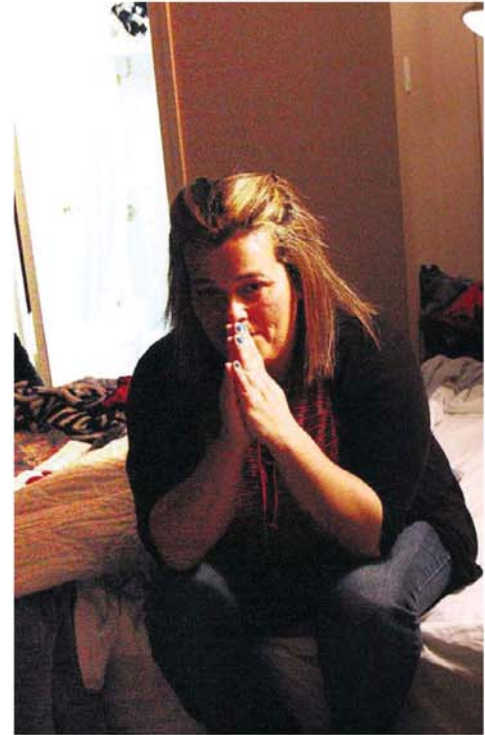
Il manquera tout de même 2,5 millions\$ dans la cagnotte.

«Ça affecte les gens qui n'ont déjà rien. Je reconnais que la municipalité fait un effort et que ses ressources sont limitées, bien qu'elle pourrait toujours augmenter un peu plus les impôts fonciers (l'an prochain) tout en demeurant en deçà (de l'objectif) de 2,5% du maire Jim Watson. Mais il ne s'agirait qu'une solution temporaire. C'est sur la province qu'il faut mettre la pression», insiste le professeur Aubry.

Les coupes du gouvernement provincial pourraient toucher jusqu'à 7000 résidents dans le besoin à Ottawa. Ceux-ci pourraient devoir payer davantage de leur poche pour l'achat d'appareils auditifs, d'appareils respiratoires, de lunettes, de prothèses et certains frais dentaires. Un choix difficile, étant donné qu'une personne handicapée qui bénéficie uniquement de prestations de soutien doit consacrer 68% de son revenu à son loyer, selon les données de l'Alliance pour mettre fin à l'itinérance à Ottawa.

Une nouvelle enveloppe municipale de 14 millions\$ par année visant à enrayer la pauvreté et l'itinérance a déjà produit de bons résultats, notamment une première régression en cinq ans de la liste d'attente pour un logement subventionné, selon Tim Aubry. Mais ces résultats pourraient rapidement être occultés par les conséquences négatives du sous-financement de la province, de l'avis du professeur. «On peut croire que c'est un petit chiffre, 2,5 millions\$. Mais pour les gens qui vivent des difficultés, c'est beaucoup. Ça les rend encore plus vulnérables».

Le budget 2013 de la Ville d'Ottawa devrait être adopté aujourd'hui.



## Dans l'autre

GUILLAUME ST-PIERRE  
FRANÇOIS PIERRE DUFAULT  
nouvelles@ledroit.com

Lorsque l'on pousse la porte de la chambre 135 d'un motel anonyme du chemin Montréal, à Ottawa, Nathalie Viens est là, au milieu de toute sa vie amoncelée dans une pièce d'une vingtaine de mètres carrés.

Deux lits, un minuscule placard, une table de chevet, un four à micro-ondes et un grille-pain. Ce sont les objets de son quotidien, à elle et ses deux enfants, Francis et Francisca, des jumeaux de 19 ans.

Comme des centaines de familles d'Ottawa, les Viens, au précipice de l'itinérance, vivent les uns sur les autres dans un motel en attendant qu'un logement subventionné ou communautaire se libère.

Cela fait 6 mois que M<sup>me</sup> Viens prend son mal en patience dans cette enclave routière ou la pauvreté et les passants qui font halte se côtoient. Mais peu à peu, son nouveau milieu de vie l'avilit.

LEDROIT, LE MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012

**ABONNEZ-VOUS  
ET RECEVEZ  
GRATUITEMENT  
DES SEMAINES  
SUPPLÉMENTAIRES**

ABONNEMENT DE 13 SEMAINES

**+ 2 SEMAINES  
GRATUITES**

**56,59\$\*\***

POUR 15 SEMAINES

ABONNEMENT  
DE 26 SEMAINES

**+ 4 SEMAINES  
GRATUITES**

**112,31\$\*\***

POUR 30 SEMAINES

ABONNEMENT DE 52 SEMAINES

**+ 8 SEMAINES  
GRATUITES**

**220,25\$\*\***

POUR 60 SEMAINES



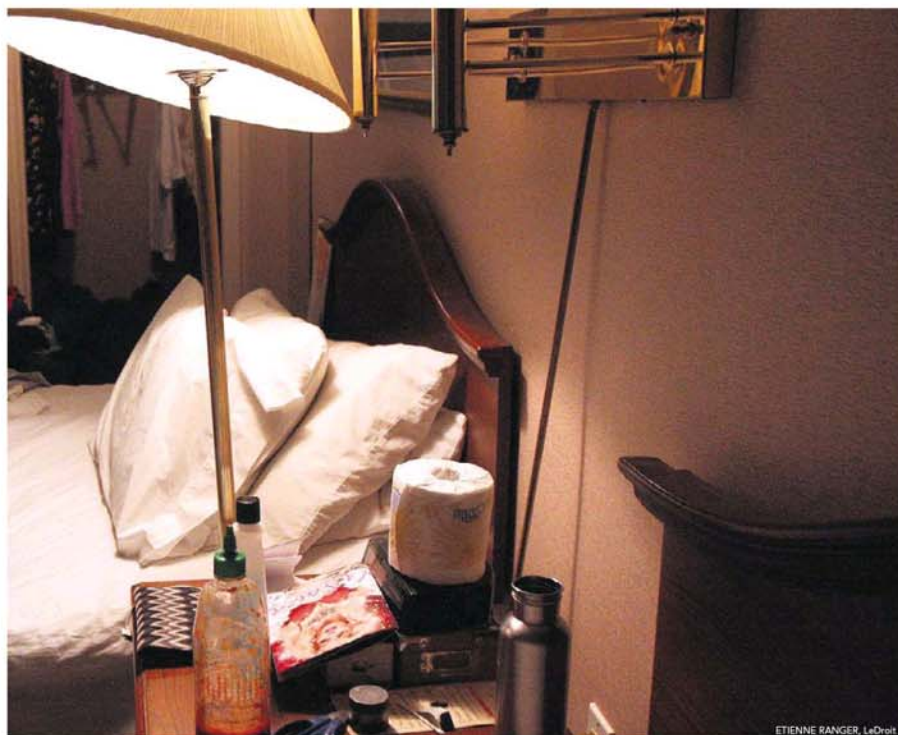
**EN PRIME!  
OBTENEZ GRATUITEMENT  
L'ÉDITION SPÉCIALE  
ÉLECTRONIQUE DU DIMANCHE!**

\* Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre, et est valide pour un nouvel abonnement ou un renouvellement au tarif régulier à l'intérieur de notre réseau de distribution seulement. Une seule offre par client d'ici au 31 décembre 2012. \*\* Taxes applicables en sus.

Service des abonnements : 613 562-0555 / 1 800 267-6961

**LeDroit**

Printed and distributed by NewspaperDirect  
www.newspaperdirect.com US/Can 1 877 660 4040 Intern 800 634 6364  
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW



ETIENNE RANGER, LeDroit

## de la pauvreté

Forcée de se nourrir quotidiennement de malbouffe, faute d'accès à une cuisine, sa santé physique se dégrade. Garder le moral et la tête haute est aussi un défi quotidien.

«C'est comme si on nous avait oubliés ici, se désole-t-elle, bien qu'elle avait été informée que l'attente pourrait s'élever à un an. Ça dépanne sur le moment, mais ce n'est plus vivable. Cela a assez duré.»

M<sup>me</sup> Viens aurait souhaité un soutien moral de la Ville. «Il n'y a jamais personne qui est venu nous voir ici, dit-elle, rappelant que de nombreuses familles logent à la même adresse. Juste de parler avec nous, voir comment va notre santé mentale... parce que c'est difficile ce qu'on vit. C'est une atteinte à notre dignité.»

La mère de famille estime à 1500\$ les frais associés à la location de la minuscule chambre d'hôtel. Elle est persuadée que la Ville serait en mesure de mieux utiliser ces ressources financières.

«Ils payent 1500\$ pour nous loger dans un endroit où il n'y a pas de cuisinière et pas de frigidaire, déplore-t-elle, reconnaissant que la rue aurait été bien pire. Ce n'est vraiment pas adéquat pour une famille. Je ne comprends pas.»

Le cas de la famille Viens n'est pas unique à Ottawa.

«Chaque nuit, en moyenne, 150 couples ou familles requièrent un refuge d'urgence et environ une centaine sont logés en débordement dans des motels. Cette mesure existe

depuis plus de 20 ans dans le but d'éviter que quiconque se retrouve à la rue lorsque des familles vivent une situation de crise qui leur fait perdre leur logement», explique le D<sup>r</sup> Aaron Burry, gestionnaire responsable des services sociaux à la Ville d'Ottawa.

Il y avait un peu moins de 10000 ménages inscrits sur la liste d'attente centralisée de la Ville d'Ottawa pour un logement subventionné, à la fin de l'an dernier. La situation s'est légèrement améliorée, après une augmentation récurrente de la demande au cours des cinq années précédentes, selon les données de l'Alliance pour mettre fin à l'itinérance à Ottawa. Par contre, le séjour moyen des familles sans-abri dans les refuges s'est allongé de 72 à 82 jours, de 2010 à 2011.

La Ville d'Ottawa consacre près de 21 millions\$ par année à ses programmes de refuges d'urgence. Une partie de cette somme provient d'une enveloppe annuelle de 14 millions\$ visant à réduire la pauvreté et l'itinérance, adoptée en 2010. Cette enveloppe sert aussi à bonifier des programmes d'accès au logement pour les sans-abri et de supplément au loyer pour les ménages à faible revenu. «C'est une contribution importante», affirme le D<sup>r</sup> Burry.

L'an dernier, les prestations de supplément au loyer ont permis à 17 personnes de trouver un logement et du soutien, selon l'Alliance.

### CONCOURS

JE SUIS ABONNÉ(E)  
J'AI UNE CHANCE SUPPLÉMENTAIRE!

## 100<sup>ANS</sup> LeDroit 100 000\$

- 1** DÉCOUPEZ VOS COUPONS DE PARTICIPATION.
- 2** DÉPOSEZ VOS COUPONS CHEZ LE PARTENAIRE INDICÉ SUR LE COUPON OU POSTEZ-LE AUX BUREAUX DU QUOTIDIEN LEDROIT.
- 3** COUREZ LA CHANCE DE FAIRE PARTIE DES FINALISTES QUI SERONT INVITÉS À LA SOIRÉE DE CÉLÉBRATION DU 100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE VOTRE QUOTIDIEN LEDROIT.

En collaboration avec les partenaires suivants :

Sous la supervision de la firme  
**Raymond Chabot Grant Thornton**

ABONNÉ(E) SEULEMENT

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

TÉL. : \_\_\_\_\_

Postez votre coupon supplémentaire à l'une des adresses suivantes :

- LeDroit, 47 rue Clarence, bureau 222, C.P. 8860, succursale T. Ottawa (Ontario), K1G 3J9.
- LeDroit, Promenades de l'Outaouais, 1100, boulevard Maloney Ouest, Gatineau (Québec), J8T 6G3.

## UN MAGASINAGE DES FÊTES RELAXANT

Profitez des nombreuses idées cadeaux des Galeries de Hull et courez la chance de GAGNER

Des laissez-passer du Nordik Spa-Nature chaque jour!  
Un grand prix chaque semaine!

SPA-NATURE

115 HULL.COM

LEDROIT, LE MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012

# CARREFOUR COMMUNAUTAIRE PAPINEAU-BUCKINGHAM



**JESSY LAFLAMME**  
jlaflamme@ledroit.com  
correspondante régionale

## UN CENTRE DE GÉNÉALOGIE À PAPINEAUVILLE

Grâce à une entente conclue avec la Société de Généalogie de l'Outaouais, le comité des Affaires Culturelles Papineauville Ste-Angélique pourra désormais recevoir la population dans son nouveau centre de généalogie. La Petite-Nation pourra bénéficier d'outils pour se lancer à la recherche de ses ancêtres. L'ouverture officielle et le dévoilement du nom du centre se dérouleront ce vendredi à 14 h au 188, rue Jeanne-D'Arc à Papineauville dans le cadre de la Semaine nationale de la généalogie. À la suite de la conférence de presse, les visiteurs pourront se rendre dans les locaux du centre où des membres du comité les attendront jusqu'à 16 h. À 19 h, Jean-Yves Papineau, descendant de Denis-Benjamin Papineau présentera une conférence intitulée *Dix générations de Papineau en Outaouais*. La conférence se tiendra dans la salle du conseil.

## DE L'APLOMB AU CENTRE D'ACTION CULTURELLE

Le 1<sup>er</sup> décembre, de 9h30 à 17 h, le Centre d'action culturelle de la MRC Papineau, à Saint-André-Avellin, accueillera l'atelier aplomb: l'observation du mouvement en danse et en dessin donné par Sally Lee Sheeks et Mélanie Larose. La danse et les arts visuels se rencontrent dans cet atelier et communiquent à travers des interactions thématiques, ce qui permet la transposition d'un médium à l'autre. Durant cette journée, une vingtaine de propositions amèneront les participants à expérimenter les thèmes du poids, de l'espace négatif et du geste expressif. Tous alterneront entre dessin au fusain, sur chevalet, et mouvement/danse dans le but de s'exercer à une circularité de la séquence observation-ressenti-interprétation-création. Pour obtenir des informations, il faut contacter Mélanie Larose à lesantennesdanse@gmail.com ou au 819-983-6006.

de Bruxelles, Laurence Bietlot est installée au Québec depuis plus de 30 ans et demeure présentement à Saint-André-Avellin. Denise Vaillancourt habite également Saint-André-Avellin. Le vernissage se déroulera en présence des artistes, le samedi 8 décembre, de 14 h à 16 h. Pour l'occasion, Pierre Daneau, musicien professionnel inspiré, assurera l'animation musicale au piano.

## LE CHOEUR DE POM'CHANTE DES NOËLS D'ICI ET D'AILLEURS

Pour son concert de Noël, le Choeur de Pom' propose un voyage musical en vingt chansons avec un parcours qui fait découvrir ou redécouvrir des pièces d'une douzaine de pays, dont la France, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, le Nigeria, les États-Unis et le Québec. Fidèle à son esprit d'ouverture sur le monde, le chœur répète depuis septembre, sous la direction du chef Samuel Boivin Provost, un répertoire lié à cette période de festivités dans différentes cultures de l'humanité. Ce concert sera présenté le samedi 8 décembre prochain à 19h30 à l'église de Saint-André-Avellin. Des billets sont présentement disponibles auprès des choristes et le seront également à la porte le soir du concert. Pour informations, visitez le [www.choeurdepom.ca](http://www.choeurdepom.ca)

## EXPOSITION EN DUO AU CACP

Le Centre d'action culturelle de la MRC Papineau (CACP) présente l'exposition *Ceci n'est pas un violon d'Ingres*, des artistes Laurence Bietlot et Denise Vaillancourt, du 4 décembre au 20 janvier 2013. Originaires

## MARCHE CONTRE L'INTIMIDATION



Les jeunes de l'école primaire St-Pie-X de Papineauville ont marché la semaine dernière pour dénoncer l'intimidation. COURTOISIE DE FABIEN ROY

## LA FONDATION SANTÉ DE PAPINEAU RÉCOLTE 25 000 \$ GRÂCE À UN SOUPER



PHOTO DE COURTOISIE C'est dans un décor féérique et dans la convivialité que 230 personnes se sont rassemblées, le samedi 24 novembre, à l'école secondaire Hormisdas-Gamelin du secteur Buckingham, pour le 3<sup>e</sup> Souper gastronomique organisé par la Fondation Santé de Papineau. Doublant l'objectif visé, c'est plus de 25 000 \$ qui ont été remis au président de la Fondation, Benoît St-Louis. De nombreux commanditaires et partenaires de la Fondation ont participé à cette soirée et contribué à son succès, c'est le cas notamment de Transport Leblanc, la SAQ, Pharma Science, Uniprix, Clinique d'optométrie de Buckingham, Elegante Wedding Decorations, Les Habitations Bouldier, Le Bulletin, Opus pharmaceutique et Minth.

## BIÈRES ET BOUFFE RAPPORTENT 7 000 \$



Grâce à son souper Oktoberfest, la Fondation Louis-Joseph-Papineau a amassé plus de 7000\$. L'argent sera réinvesti dans plusieurs projets pour les élèves. Les organisateurs ont misé sur les produits du terroir. Les participants ont ainsi eu la chance de déguster des fromages de la Fromagerie de Montebello et du chocolat de ChocoMotive. Sur la photo: le comité organisateur de l'Oktoberfest.

LE DROIT, LE MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012

**DONNEZ-nous le POUVOIR d'AIDER.**

**COCHEZ**



- 70 organismes communautaires
- 100 000 interventions par an
- En Outaouais, chez vous, dans votre communauté

[www.centraideoutaouais.com](http://www.centraideoutaouais.com)

819 771-7751 ou  
1 800 325-7751 (sans frais)  
[www.centraideoutaouais.com](http://www.centraideoutaouais.com)



[Article précédent](#)[Article suivant](#)

28 novembre 2012 | *Le Droit* | **MATHIEUMATHIEUBÉLANGER BÉLANGER**  
*mabelanger@mabelanger@ledroit.ledroit.com com*

# La grève annulée pour l'instant

La grève est évitée, aujourd'hui, pour les chauffeurs d'Autobus des Collines, mais la menace d'un éventuel débrayage plane toujours sur les parents de quelque 1000 écoliers de Cantley et du Pontiac. La vingtaine de membres du syndicat des Teamsters doit voter, aujourd'hui, sur une nouvelle offre patronale. Très peu de détails de cette offre sont connus pour l'instant, mais il est déjà confirmé que le syndicat ne recommandera pas à ses membres de voter en faveur de la proposition de l'employeur. « Le comité de négociation ne va pas recommander cette offre », a confirmé au Droit le porteparole des Teamsters, Stéphane Lacroix. Plus tôt en novembre, les chauffeurs d'Autobus des Collines avaient rejeté à 100 % l'offre patronale. « L'employeur est arrivé avec une demande de dernière minute et cela a été le deal breaker, explique M. Lacroix. Nos demandes salariales sont toujours de 20 \$ de l'heure, 25 heures par semaine. Lors de l'offre précédente, l'employeur était encore bien loin de nos demandes. »



ARCHIVES Ledroit

### **nouvelle proposition de l'employeur.**

---

La grève annoncée pour aujourd'hui n'aura donc pas lieu, mais le syndicat pourrait toujours mettre sa menace à exécution un peu plus tard. « La menace est toujours là, indique M. Lacroix. Nous aurions besoin d'un préavis de 7 à 10 jours et c'est tout. Il n'y a pas de raison qu'Autobus des Collines ne soit pas capable d'offrir un traitement équivalent à ce qui a été offert aux chauffeurs de Transport Bigras et JJ Campeau. »



Les chauffeurs d'Autobus Lasalle sont eux aussi sans contrat de travail. Ils pourraient déclencher une grève en janvier si aucune entente n'est conclue avec l'employeur d'ici là.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

28 novembre 2012 | *Le Droit* | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT  
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

# Une étape de plus pour le projet de CMFO

Le projet de Centre multiservices francophone de l'ouest d'Ottawa (CMFO) entre dans son dernier droit avant le début des travaux de rénovation de l'ancienne école Grant. Le comité municipal de l'urbanisme a approuvé, hier, l'émission d'un permis en matière de patrimoine qui permettra à l'organisation de transformer l'intérieur de l'édifice historique du 2720, chemin Richmond.

Le conseil municipal devrait entériner la décision du comité, aujourd'hui.

« Il s'agit d'un édifice patrimonial dont la structure extérieure doit être protégée. L'entente que nous avons avec la Ville d'Ottawa nous permet de modifier l'intérieur comme nous le voulons. Nous allons adapter l'édifice à nos besoins. Ce n'est plus une école. C'est un centre communautaire », a expliqué Jean-Louis Schryburt, du CMFO.

Un des principaux défis, sur papier, était d'intégrer un ascenseur à la structure de trois étages, du côté est. « Nous avons trouvé une façon de le faire sans endommager l'aspect patrimonial de l'édifice », a précisé Bernard Benoit, gestionnaire du projet. Une annexe de deux étages sera également construite à l'arrière de l'ancienne école et reliée à l'édifice original par un passage vitré.

« Cet édifice était d'abord une école. C'est une bonne idée de continuer à s'en servir comme un lieu de rassemblement communautaire. C'est une bien meilleure option que d'y aménager d'autres tours à condominiums. Et c'est la moindre des choses que la population francophone de l'ouest d'Ottawa ait accès à un centre de services », a commenté Mark Taylor, conseiller du quartier Baie et membre du comité de l'urbanisme.

Rénovations en février

L'équipe du CMFO pense soumettre son plan d'aménagement final aux urbanistes municipaux « au cours des prochains jours », selon M. Benoit. Si ce plan est approuvé tel quel, les travaux de rénovation de l'intérieur de l'ancienne école pourraient débuter en février.

La Ville d'Ottawa a vendu l'ancienne école Grant au CMFO pour la somme de 2 millions \$, il y a deux ans, après l'avoir elle-même achetée de l'Ottawa- Carleton District School Board, deux ans plus tôt. L'édifice de brique rouge date de 1922.

Le CMFO abritera d'abord ses trois organismes fondateurs : la Coopérative Ami Jeunesse, le Centre communautaire FrancOuest et le Centre soleil d'Ottawa-Ouest. La Cité collégiale a aussi l'intention d'y établir un centre de formation satellite et une garderie éducative. Cette première phase est évaluée à 11,4 millions \$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)



[Previous Story](#)[Next Story](#)*Article rank* | *28 Nov 2012* | *Ottawa Citizen* | *OTTAWA CITIZEN*

# Economics and early education

**A report from TD Bank calling on governments to invest heavily in early childhood education might surprise some. But it won't surprise those who have been paying attention to research about the positive benefits of quality childcare.**

And there is plenty of evidence — much of it produced in Ontario by early childhood learning expert Dr. Fraser Mustard — about the social and economic benefits of high-quality childcare and early learning. The benefits are particularly important to poorer children who are more likely to begin school behind their cohorts and never catch up without access to good early childcare.

TD Bank's chief economist Craig Alexander looks at the issue in a report released this week. It is likely to receive some of the attention the issue has long deserved, because the report focuses on the benefits to the economy as a whole. He makes a compelling argument that it is in everyone's best interest to do a better job of caring for and educating young children.

It is a conclusion most other developed countries have long since reached. But Canada lags behind. Public spending on childcare, including family supports and benefits, is 17 per cent below the Organization for Economic Co-operation and Development average. And Alexander's report notes that with just one quarter of one per cent of Canadian GDP spent on child care, Canada ranks last among comparable European and English-speaking countries.

Alexander told the Citizen he was "very surprised" to find out how little Canada spends compared to other countries. But there is less excuse for legislators not to know this.

In Ontario, the Liberal government has invested \$1.5 billion in full-day kindergarten, based on research about the benefits of early childhood learning.

Dalton McGuinty's replacement as leader, or a new government following an election, should consider the TD report and other evidence before scaling back the full-day kindergarten system. PC Leader Tim Hudak has been critical of the program and Don Drummond, in his report to the province, called for it to be cut or delayed.

Alexander also suggests waiting until the economy improves for a major investment in early education, which is prudent. In Ontario, that means the final roll out of full-day kindergarten could be slowed and other savings could be found in some of the Liberal government's education spending. Meanwhile, a conversation should get underway about what Canada's failure to seriously address this issue is costing the country.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

*Article rank* | *28 Nov 2012* | *Ottawa Citizen* | *ROBERT SIBLEY*

# Elementary teachers plan job action starting on Monday

## Union says classrooms will be staffed

Strike action of some kind by Ottawa-area elementary school teachers can be expected on Monday.

The 3,000 members of the Ottawa-Carleton Elementary Teachers' Federation will be in a legal strike position Friday, and union officials say their members are being informed this week about the nature of the job action being planned.

"We will be taking strike action on Monday, Dec. 3," Janet Fraser, the federation's first vice-president, said Tuesday, adding, however, that she could not say what kind of action is likely.

In September, elementary teachers voted 97 per cent in favour of strike action.

Votes in other locals across Ontario produced similar results.

Union stewards are currently informing members about what that job action might entailed, although union president Peter Guilianni did say last week that elementary teachers won't abandon their classrooms.

"We haven't decided what to do, but we'll be expecting some sort of concentrated action for sure," he said. "But we'll be in the classrooms. We'll be teaching."

Fraser said the union will announce its plans for Ottawa's elementary schools publicly once the membership is fully informed.

Elsewhere in the province, thousands of elementary teachers have already taken strike action of one sort or another.

For example, some teachers are arriving no sooner than 30 minutes before class starts and leaving no later than 30 minutes after students are dismissed.

At the core of the teachers' militancy is their opposition to the Liberal government's passage in early September of Bill 115, the Putting Students First Act, which not only freezes teachers' pay for two years and eliminates certain sick-days benefits, but, according to the union, undercuts members' right to collective bargaining.

"We feel we're standing up for democracy," said Fraser.

"It's all about Bill 115 and the undemocratic nature of that bill which denies us the rights that other people in Ontario have.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)[Next Story](#)*Article rank* | *28 Nov 2012* | *Ottawa Citizen*

# Teachers: 'Not about wages'

"It's not about wages. Wages are the smallest part of this. The biggest part is sick days, bargaining rights, the right to use labour law in Ontario."

The elementary school teachers' would-be job action follows a tentative agreement reach late last week between Ottawa's public school board and its high school teachers.

The high school deal ends the job action that began Nov. 12, which saw teachers pull back from doing a range of duties outside the classroom and normal working hours, such as attending staff or departmental meetings, completing ministry reports, conducting standardized tests or attending professional development sessions.

Although the details won't be made public until the agreement has been approved by Education Minister Laurel Broten and ratified by both sides, the board says it is comparable to deals reached in other school districts that have been deemed acceptable to the minister.

Fraser, meanwhile, said her union's representatives would meet Wednesday with school board negotiators.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)[Next Story](#)